Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, avec France 3 le 10 septembre 2015, sur la Conférence de Paris sur le climat et sur l'action de la Russie en Syrie.

2015-09-10

* Dérèglement climatique - COP21 - Réfugiés climatiques

Q - Bonsoir Laurent Fabius et merci de nous avoir réservé votre première intervention en ce jour de lancement de la COP21. François Hollande, nous l'avons entendu ce derniers jours, était assez alarmiste et pessimiste. Est-ce que dans le temps qui vous reste vous pouvez inverser cette tendance ?

R - Il le faut. Ma tâche sera de présider la COP21 et la difficulté, cela a été rappelé, c'est que j'aurai en face de moi 196 parties et, ce sont les règles, il faut que nous arrivions à un texte qui soit à la fin adopté partout le monde. Vous voyez la difficulté et l'une des principales difficultés, et le président a beaucoup insisté sur ce point, ce sont les finances...

Q - 100 milliards de dollars que donnerait le Nord pour le Sud.

R - Il faut arriver en 2020 à ce que l'ensemble des pays riches proposent 100 milliards de dollars par an aux pays pauvres pour le climat et cela englobe des financements publics, para publics et privés. Nous n'en sommes pas encore là et nous avons différentes réunions avant la COP21 pour essayer de faire monter cette somme.

Q - Il y a-t-il urgence ?

R - il y a une extrême urgence parce que ce n'est pas une conférence comme les autres. Des négociations il y en a beaucoup et parfois on dit que si on rate cette fois-ci on peut recommencer la fois prochaine. Ici ce n'est pas le cas. On émet des gaz à effet de serre qui font monter les températures et ces gaz durent des décennies, des siècles et même des millénaires. Si on ne se met pas d'accord cette fois-ci cela va être irrattrapable. Il faut absolument ne pas dépasser cette hausse de température de deux degrés sinon la terre va devenir invivable.

Q - D'un côté, il y a des pays participants qui ne rendent pas, parfois, leurs copies en temps et en heure. D'un autre côté, il y a les associations qui participent à la COP21 et qui

s'inquiètent, des rivalités entre vous et Mme Ségolène Royal qui pourraient nuire à la réussite de cette conférence ?

R - Nous n'avons pas du tout la même fonction.

Q - Il n'y a pas rivalités sur ce dossier ?

R - Non. Moi, je préside la COP21, mon rôle ce n'est pas de représenter la France. La France accueille cette conférence et je dois favoriser un accord entre tous les pays car c'est mon rôle de président.

De son côté, Ségolène Royal représente la France au sein de l'Europe pour pousser les dossiers français. Nous travaillons ensemble mais nous n'avons pas la même fonction.

Q - Vous travaillez en bonne intelligence ?

R - Oui bien sûr.

Q - On critique le coût et l'ampleur de ces grands évènements mais cela ne fait pas tout. Que dites-vous aux téléspectateurs concernant l'implication de chacun, les gestes de chacun qui tardent à rentrer dans les moeurs et qui sont souvent importants.

R - L'innovation de cette COP, c'est que, bien sûr, les gouvernements doivent se mettre d'accord, mais il faudra aussi que le communes et les régions du monde entier ainsi que les entreprises disent ce qu'elles peuvent faire.

Pour répondre à la préoccupation quotidienne des téléspectateurs : cela peut commencer avec la façon dont on équipe son logement avec ou non des panneaux solaires, à la façon dont on utilise l'eau. Ainsi chacun peut apporter quelque chose. Il faut bien voir que si l'on ne fait pas cet effort-là, la planète va devenir invivable.

Q - Et le gouvernement l'encourage assez ?

R - Oui. Et il ne s'agit pas que le gouvernement français le fasse - on est bien placé, mais aussi que tous les pays du monde - la Chine, l'Inde, les États-Unis, les Maldives, la Russie - le fasse aussi.

Q - Selon notre enquête, les téléspectateurs vont dans votre sens. À la question «faites-vous des efforts pour lutter contre le réchauffement climatique en termes d'isolation, de tri sélectif...» le oui l'emporte à 59,8%.

R - Mais il faut que pourcentage monte encore.

Q - Je voudrais vous faire réagir aussi sur les migrants, on en a beaucoup parlé. N'aggrave-t-on pas la situation en disant qu'il n'y a pas seulement les migrants qui viennent parce qu'ils

fuient les guerres mais aussi il y a aura les migrants climatiques qui fuient leur pays qui est submergé par les eaux.

R - Mais c'est la réalité. Aujourd'hui nous avons déjà des difficultés avec le problème des migrants actuels. Si la température continue de monter vous allez avoir des pays qui vont être recouverts par les eaux. Je me rendrais bientôt au Bangladesh et là-bas, il va y avoir des petites îles qui vont bientôt disparaître. Vous allez avoir des phénomènes de famine. Cela veut dire que si l'on n'arrive pas à lutter contre les gaz à effet de serre, ce ne seront pas des centaines de milliers de personnes qui vont être en situation de migration mais des millions et des millions de personnes. Tout est lié. La COP est une affaire de climat mais aussi une affaire de développement, de guerre et de paix. Tout pousse pour que cette conférence soit une réussite.

(...).

* Syrie - Russie

(...)

Q - Vous pilotez la COP mais aussi la diplomatie française. Que dites-vous à la suite de ces révélations américaines et libanaises sur la présence d'un corps d'infanterie russe en Syrie ?

R - Cela m'inquiète. Mon collègue, Sergueï Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a démenti mais cela m'inquiète parce que j'ai eu mon homologue américain, John Kerry, au téléphone, qui m'a confirmé ces renseignements sur cette présence. Ce n'est pas en rajoutant de la guerre à la guerre que l'on va arriver à une solution politique.

Q - Vladimir Poutine qui parle à Bachar Al-Assad cela complique la donne ?

R - La situation à la crise est politique et c'est compliqué. Ce n'est pas M. Bachar Al-Assad qui est l'avenir de son peuple et il faut arriver à ce qu'il y ait un accord entre, d'un côté, des éléments du régime de Bachar - qui ne sont pas des enfants de choeur - et, d'un autre côté, l'opposition.

En tant que grand pays - comme les États-Unis, la Russie, l'Iran - notre tâche c'est d'arriver à cette solution politique. C'est la seule manière d'arrêter la guerre en Syrie.

Q - Nicolas Sarkozy affirme que l'on peut vaincre Daech en quelques mois avec des interventions au sol de pays de la région et avec le soutien d'experts français. Vous l'acceptez ou vous le rejetez ?

R - Ce n'est pas si simple. Il faut lutter contre Daech mais l'idée qu'il y ait des troupes occidentales ...

Q - ...Il dit de pays de la région

R - ...des pays de la région oui en y ajoutant des syriens. Mais envoyer nous des troupes au sol je pense qu'il n'en est pas question.

Q - Merci Laurent Fabius de vous être arrêté sur le plateau du grand Soir 3.

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 28 septembre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196196-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-d